

développement dont le financement a été réduit de 13 millions de dollars? La société Aerospace, par exemple, une entreprise de premier plan parmi les entreprises canadiennes actives sur la scène mondiale, a vu ses subventions amputées de 25 millions de dollars.

• (1640)

Oui, on peut dire que nous avons un déficit. C'est ce que les ministériels répètent l'un après l'autre. Ils disent que chaque réduction est justifiée parce que nous avons un déficit. Mais ils se gardent de nous dire que le déficit a doublé pendant qu'ils ont été au pouvoir à contrôler l'économie. Il y a d'autres mesures qu'ils auraient pu entreprendre pour remédier au déficit s'ils n'avaient été des gestionnaires financiers aussi mauvais. Ils justifient le budget en faisant valoir qu'il contribue à réduire le déficit. Or, le déficit qui se chiffrait l'an dernier à 28,9 milliards s'élève cette année à 30,5 milliards de dollars. Ils ne l'ont pas fait diminuer puisqu'il a augmenté.

Comment le gouvernement s'y est-il pris pour s'attaquer au problème du déficit? Il l'a fait d'une façon machiavélique, bien caractéristique de la droite, sur le dos des défavorisés. Il l'a fait en sabrant dans les programmes destinés aux sans-abri, aux pauvres, aux malades, aux faibles, aux enfants, aux analphabètes et aux régions. Il l'a fait également sur le dos des contribuables à revenu faible et moyen. Depuis qu'il est arrivé au pouvoir, le gouvernement a augmenté de 60 p. 100 les impôts que doit payer la famille dont le revenu correspond au seuil de la pauvreté. Dans le cas de la famille à revenu moyen, c'est-à-dire entre 40 000\$ et 50 000\$, le gouvernement a augmenté les impôts qu'elle paye de 30 p. 100 durant son mandat, tandis que les impôts payés par la famille jouissant d'un revenu de 100 000\$ n'augmentaient que de 8 p. 100. La part des impôts sur le revenu payés au Canada par les sociétés a diminué progressivement sous le gouvernement actuel.

Nous avons bien été témoin d'un effort pour remédier au problème du déficit, mais il s'est fait sur le dos des Canadiens pauvres et à revenu moyen. Le gouvernement a procédé en retirant davantage d'argent aux programmes qui créent une justice sociale et économique pour ceux qui sont le moins capables de se défendre. Il a donné tous les avantages, toutes les chances aux gens les mieux payés de notre société, aux Canadiens à revenu élevé et à nos grandes sociétés.

J'ai dit au début de mes remarques que c'est un débat historique. C'est un grand tournant de l'histoire politique

### *Pouvoir d'emprunt—Loi*

canadienne en ce qui concerne l'orientation que nous prenons. Malheureusement, le gouvernement dispose de quatre années avant de demander à nouveau le suffrage des gens. Cependant, à mon avis, un grand nombre de ses députés voudront passer de notre côté au cours des deux ou trois prochaines années. Ils voudront le faire parce que leurs électeurs savent que la manière dont ils s'attaquent au déficit est non seulement peu judicieuse mais aussi injuste.

Les députés d'en face ont un mandat. S'ils le remplissent selon les lignes directrices qu'ils ont fixées dans le budget, ce sera le règne du thatcherisme. Les riches seront avantagés au dépens des pauvres. Nous verrons deux classes sociales au Canada. Nous verrons des gens riches et des gens pauvres, des régions riches et des régions pauvres. Les défavorisés le resteront, ceux qui avec un peu d'aide et de compréhension de la part du gouvernement fédéral pourraient devenir des joueurs productifs sur la scène économique de notre pays. Nous voyons ces personnes davantage délaissées par le gouvernement alors qu'en fait celui-ci aurait pu investir en leur faveur et en faire des Canadiens à part entière, des joueurs à part entière dans notre économie.

Nous assistons à une méchanceté et à une mesquinerie qui s'allient à l'incompétence totale démontrée par le gouvernement lorsqu'il s'est attaqué à nos problèmes économiques nationaux. C'est un moment décisif dans notre histoire économique et cela en sera un également dans notre histoire sociale. Le gouvernement s'en prend aux pauvres.

Je voudrais que les gens pensent à ceci. Est-ce vraiment l'orientation que nous voulons prendre? Je pense que les Canadiens sont justes. Comme l'a dit mon chef il y a quelques minutes dans un discours, à mon avis, historique, ils sont prêts à faire des sacrifices, à condition qu'ils considèrent ce sacrifice équitable et qu'ils voient que cela avantage ceux qui en ont le plus besoin. Le budget ne correspond à aucun de ces critères visant à favoriser l'élaboration d'une économie forte pour le plus grand avantage du Canada. C'est un budget qui nous livre de plus en plus aux éléments étrangers qui prennent de plus en plus le contrôle du Canada.

Pour conclure, nous, les libéraux de ce côté-ci de la Chambre, demandons aux Canadiens de se poser cette question. Quand le gouvernement va-t-il défendre le Canada? Quand va-t-il les défendre? Quand sera-t-il équitable?

**Des voix:** Bravo!